



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Commune de Montpellier - ZAC Nina Simone - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Dénomination - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-379 du 19 juillet 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a fixé les objectifs et les modalités de concertation pour la création d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) désignée « Extension Hippocrate » sur le secteur Port Marianne à Montpellier, conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme. Puis, par délibération n°M2019-100 du 22 mars 2019, le bilan de la concertation a été tiré et les modalités de la Participation par Voie Electronique (PVE) ont été fixées. La présente délibération a pour objectif de faire le bilan de cette procédure de PVE, d'approuver le dossier de création de cette opération au titre du Code de l'urbanisme, et de procéder à sa dénomination.

Cette opération, initialement désignée « Extension Hippocrate », a été concédée par la Métropole à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée le 19 juillet 2019.

Elle porte sur une superficie d'environ 8 hectares et est délimitée par :

- L'avenue Nina Simone au Nord ;
- La rue du Mas de Barlet à l'Ouest ;
- L'A709 au Sud ;
- La route de Vauguières à l'Est.

Le site est actuellement occupé par quelques habitations et des terrains en friches, dont certaines sont propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. L'environnement de ce secteur est en pleine évolution. Il bénéficie d'ores et déjà de la réalisation de la ZAC Hippocrate, créée en septembre 2000 et aujourd'hui quasiment achevée, dont il constitue le prolongement. Il s'insère également dans une trame viaire existante avec l'avenue Nina Simone au Nord, l'A709 au Sud qui doit à terme pouvoir se transformer en boulevard urbain. Il bénéficie également de la proximité de la gare Montpellier Sud de France au Sud de l'A709.

Ce nouveau quartier s'inscrit dans le projet urbain de Port Marianne, dont le développement se poursuit désormais le long de l'avenue Nina Simone (ZAC Parc Marianne, ZAC République) mais aussi par l'engagement du quartier Cambacérès au Sud de l'A709. Le prolongement de la ligne 1 de tramway viendra border ce secteur sur son côté Est pour desservir la gare et le lycée Pierre-Mendès-France notamment. Ainsi, ces évolutions majeures apportent à ce secteur un contexte urbain affirmé, qu'il convient de prendre en compte pour lui offrir des perspectives d'évolutions en harmonie avec son environnement.

Pour ce faire, la ZAC est l'outil le mieux adapté pour maîtriser sa programmation dans le temps et son aménagement.

En termes de programmation, l'excellente desserte de ce secteur par les avenues structurantes de Port Marianne, mais aussi la proximité de la ligne 1 de tramway prolongée, en font un lieu privilégié pour répondre aux nombreuses demandes d'activités nécessitant une façade sur rue, la proximité de services urbains et un environnement de qualité. Toutefois, il convient d'immerger ces activités au sein d'un quartier urbain doté d'une mixité fonctionnelle qui réponde à la demande des entreprises désireuses de s'implanter en ville. Aussi, la vocation de ce secteur est celle d'un quartier mixant activités et habitat, structuré sur l'avenue Nina Simone et l'A709, axes fédérateurs le long desquels pourront se développer des établissements apportant une plus-value à cette partie de la ville, tant par la complémentarité des services offerts, notamment avec le secteur médical, que par la qualité de l'architecture et des perspectives urbaines. Sa programmation prend en compte celle des quartiers voisins, Hippocrate, République, Parc Marianne, Cambacérès, ainsi que la proximité d'Odysseum et de la gare Montpellier Sud de France.

A l'issue de la concertation, les objectifs proposés pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- L'affirmation des masses végétales existantes, des arbres remarquables, et la préservation d'un maximum de surfaces de pleine terre dans un souci de préservation de la biodiversité et de lutte contre le phénomène d'îlot de chaleur ;
- Le maintien des habitations préexistantes dans la mesure du possible ;
- La création d'environ 25 000 m² de surfaces de plancher affectées à des programmes de logements et résidences étudiantes ;
- La création d'environ 30 000 m² de surface de plancher à destination des activités, essentiellement le long de l'A709 (constitution d'une enveloppe urbaine destinée à protéger le quartier du bruit et des particules) et le long de l'avenue Nina Simone ;
- La création d'un réseau de voiries de desserte interne plantées ;
- L'aménagement de cheminements pour modes actifs et notamment d'un large mail planté connecté aux quartiers mitoyens ;
- L'aménagement de deux bassins de rétention hydrauliques végétalisés.

Au total le programme global prévisionnel des constructions sera au maximum de 62 000 m² de surface de plancher.

Conformément aux modalités définies par la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-100 du 22 mars 2019 et aux dispositions de l'article L.123-19 du Code de l'environnement, la PVE s'est déroulée de la façon suivante :

- Publication d'un avis le 8 janvier 2021 dans *Midi Libre*, et du 8 janvier au 25 février sur le site internet de la Métropole, par affichage au siège de la Mairie de Montpellier, et par affichage au siège de la Métropole ;
Cet avis annonçait les dates et modalités de mise à disposition du dossier de participation du public, finalisé à l'issue de la concertation, incluant : l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de la collectivité, ainsi que le bilan de la concertation relative au projet de ZAC, la mention des textes qui régissent la participation et l'indication de la façon dont la participation s'insère dans la procédure administrative relative au projet, ainsi que la mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet ;
- Mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Métropole, pendant une durée de 30 jours, du 25 janvier au 25 février 2021 ;
- Mise en place d'une adresse électronique pveextensionhippocrate@montpellier3m.fr destinée à recueillir les avis du public pendant cette période ;
- Mise à disposition à l'accueil de la Métropole d'un dossier papier et d'un registre sur la même période.

Durant toute la période de participation du public, aucun avis ni observation n'a été émis, que ce soit via cette adresse électronique ou sur le registre mis à disposition. L'absence de remarque formulée durant cette procédure de participation n'entraîne donc pas de modification du projet qui peut être approuvé tel que présenté.

Par ailleurs, la phase de création d'une opération d'aménagement est l'occasion de procéder à la dénomination de cette opération. Considérant notamment que cette opération d'aménagement se situe le long de l'avenue structurante Nina Simone, il est proposé de dénommer cette opération sous le nom de : ZAC NINA SIMONE

Eunice Kathleen Waymon, dite Nina Simone, née le 21 février 1933 à Tryon (Caroline du Nord, États-Unis) et décédée le 21 avril 2003 à Carry-le-Rouet (Bouches-du-Rhône, France), est une pianiste, chanteuse, compositrice et arrangeuse musicale américaine. Elle fut également militante pour les droits civiques aux États-Unis. Elle est considérée comme l'une des plus grandes chanteuses de jazz de l'histoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter la dénomination de « ZAC Nina Simone » pour l'opération d'aménagement désignée précédemment sous l'appellation « Extension Hippocrate » ;
- D'approuver le bilan de la Participation par Voie Electronique préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté Nina Simone sur la commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de création de cette Zone d'Aménagement Concertée ;
- De mettre à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements visés à l'article R. 331-6 du Code de l'urbanisme, entraînant, par voie de conséquence, l'exclusion du périmètre de la ZAC du champ d'application de la part intercommunale de la taxe d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC, tel que visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme ;
- De charger Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, de la bonne exécution de la présente délibération, et notamment des mesures de publicité réglementaires consistant en un affichage de la présente délibération pendant un mois, à une publication mentionnant la présente création dans un journal diffusé dans le département et à une publication au recueil des actes administratifs ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Lionel LOPEZ, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158090-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 : dossier de creation
- Annexe 2 : etude impact
- annexe 3 : avis MRAE et mémoire en réponse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.